

Au sommaire

- 8 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Expropriation. Modification du PLU et date de référence à prendre en compte pour la fixation d'une indemnité d'expropriation
Vente. Rejet d'une demande en perfection de la vente d'un lot issu de la division d'une parcelle
- 10 FAMILLE - PATRIMOINE**
Mandat de protection future. Révocation du mandat de protection future pour atteinte aux intérêts du mandant
- 10 FISCAL**
Fraude. Démembrement de propriété : clarification de l'Administration sur la nouvelle procédure d'abus de droit
Plus-values. Plus-value : imposition du boni de liquidation de parts sociales d'une SCI soumise à l'IS
Contrôle et contentieux. Mise en œuvre du droit à l'erreur : portée des rescrits en cours de contrôle
- 14 RURAL**
Aménagement foncier. Droit de préemption de la SAFER Nouvelle-Aquitaine
- 15 PROFESSION**
Notaires. Cession de parts de SCP : portée du contrôle de la Chancellerie

À LA Une

Le Conseil d'État valide les textes relatifs aux sociétés pluri-professionnelles d'exercice

Le Conseil d'État a été saisi par plusieurs requérants, dont le CSN et la chambre interdépartementale des notaires de Paris, de demandes visant à l'annulation de l'ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 ayant créé les sociétés pluri-professionnelles d'exercice et de deux de ses décrets d'application. Par trois décisions du 17 juin 2019, il valide l'essentiel de ces dispositions réglementaires et législatives. > **LIRE P. 1**